



Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires **GUINEE - Rapport de situation - février 2009**

FAITS MARQUANTS :

Risque d'arrêt des vols humanitaires en Guinée et dans la sous région

Conakry de nouveau confrontée au choléra

Le nord de la Guinée frappe par une vague froid

Le Groupe International de Contact sur la Guinée attendu a Conakry

Lancement du "Rapport sur la situation des Enfants dans le Monde 2009 ; La mortalité Maternelle et Néonatale

1- SITUATION HUMANITAIRE

Coordination

Les vols humanitaires menaces d'interruption par manque de fonds

Le plaidoyer continue pour le financement des vols humanitaires qui risquent d'être arrêtés

Le Service Aérien Humanitaire opéré par le PAM qui assure depuis 2005 un soutien capital aux opérations humanitaires en Guinée, en Sierra Léone, au Liberia et en Cote d'Ivoire est à la recherche active de fonds. En attendant, le PAM va devoir réduire les opérations en limitant la flotte aérienne à 1 appareil au lieu de 2 à partir de fin février. Si des fonds additionnels ne sont pas rendus disponibles urgemment, les vols pourraient être stoppés vers mi-mars. Un appel de fonds, transmis par le Système des Nations Unies aux bailleurs au niveau de la Guinée, de l'Afrique de l'Ouest et au niveau international semble susciter un écho favorable parmi certains donateurs soutenant l'action humanitaire mais il reste encore beaucoup d'incertitudes quant au volume de cette aide et la rapidité de mise à disposition du service aérien du PAM.

Santé

Cholera de nouveau a Conakry : Du début de l'année à la fin de ce mois de février, 3 cas ont été notifiés dont zéro décès. Il a été recommandé de compléter les informations sur les cas de cholera en donnant le stéréotypage et les résultats de l'antibiogramme ; de finaliser le document sur le gestion des unités de production de chlore qui sont installées dans les 5 communes de la capitale.

Méningite : Un total de 30 cas dont 8 décès ont été enregistrés du début de l'année à la fin du mois de février 2009, dont 12 cas confirmés soit une létalité de 26 pour cent.

La Guinée étant située dans la ceinture méningitique de l'Afrique de l'Ouest, la surveillance doit être renforcée dans le pays

Fièvre Jaune : Un (1) cas suspect a été notifié par le district sanitaire de Mamou dont le résultat s'est avéré négatif après analyse au laboratoire de virologie du centre hospitalier universitaire de Donka (Conakry). Le total cumulé du début de l'année à la fin du mois de février est de 9 cas suspects dont 1 cas positif pour zéro décès.

Sécurité alimentaire et nutrition : Une vague de froid frappe le nord de la Guinée

Suite à une vague de froid exceptionnelle survenue en fin janvier en Moyenne Guinée et qui a frappé la préfecture de Mali en particulier, affectant 13 districts et quartiers, une mission inter agences des Nations Unies (OCHA, PAM, FAO) a été effectuée à la mi-février en collaboration avec les partenaires gouvernementaux dont les représentants des Directions Préfectorales du Développement Rural et de l'Environnement, de la Santé ainsi que de la Mairie.

Au total 1401 ménages de producteurs maraîchers ont été affectés, soit 1306 ménages membres de groupements et 95 ménages non membres de groupements et produisant de façon isolée. Plusieurs

cultures maraîchères ont subi le dessèchement en plein champ. Les plantules en pépinières non encore transplantées ont également subi des dégâts. De même, 233 éleveurs ont enregistré des pertes au niveau du bétail dont les bovins, ovins, caprins qui étaient en gestation, de même que la volaille. La température qui était de 1,4 degré dans la commune urbaine à près de 1500m d'altitude était descendue en dessous de zéro degré au niveau des cours d'eau qui ont gelé par endroits. Cette brusque baisse de température a aussi entraîné, au plan sanitaire, un plus grand nombre de cas de maladies respiratoires et des os auraient été enregistrés de même que des complications en santé de la reproduction (accouchements prématurés, décès de nouveaux-nés).

Les populations sinistrées se sont retrouvées, du jour au lendemain, confrontées aux problèmes de liquidité pour l'accès à la nourriture particulièrement et elles redoutent la période de soudure qui pointe. L'accès aux intrants (essentiellement semences de pomme de terre) pour la campagne agricole hivernale est compromis accentué par un surendettement auprès du Crédit Rural ou certaines institutions locales. La perte des productions de contre saison est la plus importante en terme de rente. Ceci pourrait accentuer la pauvreté des ménages et la malnutrition infantile et des femmes enceintes.

En termes de réponse, la FAO mène actuellement dans 7 préfectures au Nord du pays (dont la préfecture de Mali) une assistance en semences vivrières, intrants et petits outillages agricoles financée par le Gouvernement Italien. Il est possible que quelques ménages affectés par le froid soient pris en compte dans le programme régulier, autour de 600 ménages. Cependant La FAO recherche activement des moyens pour assister l'ensemble des victimes.

Le PAM pourrait faire l'appui en vivres aux personnes et groupements affectés par le canal d'un programme « Vivres Contre Travail » visant à l'augmentation de la production maraîchère. Le PAM pourra financer en partie ce programme mais aurait besoin de ressources supplémentaires afin de pouvoir rejoindre la majorité des familles affectées. Il pourrait aussi prolonger le programme d'alimentation supplémentaire qu'il appuie avec le Ministère de la Santé Publique dans la préfecture de Mali qui doit se terminer à la fin de mars 2009 mais qui pourrait être poursuivi jusqu'à la fin de la période de soudure (juillet, août, septembre) si des fonds supplémentaires lui sont confirmés. Ce programme d'alimentation supplémentaire cible les femmes enceintes et allaitantes et les enfants malnutris de moins de 5 ans.

Suite à la rencontre du Système des Nations Unies avec le Gouvernement le vendredi 27 février 2009 au cours de laquelle un plaidoyer a été fait sur la situation préoccupante suscitée par la vague de froid, une mission gouvernementale s'est rendue sur les lieux pour constater de visu et faire un premier geste de compassion en l'endroit des personnes affectées avec une enveloppe de 20.000.000 de francs guinéens (près de 4.000 USD). Le Système des Nations Unies, à travers la FAO et le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA), a été convié à se joindre à ladite mission.

Lancement du Rapport sur la situation des enfants : Le 12 février le Premier ministre du gouvernement de transition Mr Kabinet Komara a reçu des mains du Représentant de l'UNICEF en Guinée le Rapport sur la situation des enfants dans le monde 2009, dont le thème porte cette année sur la mortalité maternelle et néo natale. Le rapport examine les principales questions concernant la santé maternelle et néonatale et souligne la nécessité de mettre en place un cadre complet de continuum de soin à l'intention des mères, des nouveaux-nés et des enfants. Le rapport présente dans ses grandes lignes les principales pistes en matière de programmes de santé et les politiques. Il examine également les partenariats et diverses initiatives de collaboration visant à améliorer la santé maternelle et néonatale.

Entouré par la première dame Madame Jeannette Dadis Camara et de plusieurs ministres du gouvernement, le Premier ministre guinéen a réaffirmé avec force l'engagement du chef de l'Etat, du Comité national pour la Démocratie et le Développement (CNDD) pour l'application effective des droits des enfants en Guinée, et singulièrement pour une lutte vigoureuse contre la traite des enfants.

La présidente du Parlement guinéen des Enfants a fait part de la désolation des enfants face aux décès de milliers d'enfants du fait du paludisme, de la pneumonie, des maladies diarrhéiques, de la malnutrition survenant dans un pays pourtant assez riche, avant de conclure par un plaidoyer pour que « les paroles des politiques soient liées aux actions ».

Pour le Représentant de l'UNICEF en Guinée, la mortalité maternelle n'est pas seulement une injustice sanitaire mais c'est aussi une injustice sociale, car le droit à la vie est un droit fondamental de la personne humaine » avant d'apprécier les progrès déjà enregistrés et les activités à poursuivre et pour lesquelles l'assistance de l'UNICEF ne fera pas défaut

La Ministre des Affaires sociales de la promotion féminine et de l'enfance a lancé un appel aux nationaux comme aux donateurs pour qu'ils accompagnent « davantage les efforts de la Guinée visant à offrir aux générations d'aujourd'hui et de demain, les conditions d'un épanouissement intégral ». L'école primaire de Dixinn (Commune de Matoto) a servi de cadre à ce lancement auquel ont pris part les autorités de la commune, des cadres des ministères, des Ongs, des élèves de l'école.

2- SITUATION SECURITAIRE ET SOCIO-POLITIQUE

La situation dans le pays est relativement calme mais l'insécurité persiste avec des attaques à mains armées, des cambriolages, kidnappings, coupeurs de routes, arrestations arbitraires, vols de véhicules.

Le mois de février a été marqué, entre autre, par l'arrestation de plusieurs cadres de la police par le Secrétaire d'Etat chargé des services spéciaux, de la lutte Anti-drogue et du grand banditisme pour leur présumée implication dans le trafic de drogue. A noter également la publication du décret présidentiel relatif à la levée d'interdiction des activités des partis politiques et des syndicats. Au plan économique et social, la diminution du prix des produits pétroliers dont le litre est vendu désormais à 4.500 Fg au lieu de 4.800Fg. Cependant pour les populations il leur tarde de voir le prix des denrées et le cout des transports diminuer conséquemment suite à cette réduction.

Au plan socio politique

Le président de la République à la rencontre des forces vives guinéennes

Le lundi 9 février, les représentants des partis politiques, de la société civile, des confessions religieuses, des structures de jeunesses et de femmes, étaient réunies autour du capitaine Moussa Dadis Camara, président du Conseil National pour la Démocratie et le Développement (CNDD). Ladite rencontre se situait dans le cadre d'une concertation politique, sociale et économique en prélude au retour à l'ordre constitutionnel en Guinée. Après avoir salué la mémoire des victimes des 50 années d'indépendance, le Président a réitéré l'intention du CNDD de « ne pas s'éterniser au pouvoir contre l'intérêt supérieur de la nation » La secrétaire générale de la Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée (CNTG), Mme Rabiadou Séra Diallo, porte-parole des forces vives, a lu à l'occasion, une déclaration commune énumérant des recommandations dont : la levée, par le CNDD, de la suspension des activités des partis politiques et des syndicats, la publication d'un chronogramme des élections, la détermination, dans le temps, du mandat de la transition, la poursuite des activités des audits, la suppression des barrages à l'intérieur du pays et les enquêtes approfondies sur les événements de juin 2006, de janvier et février 2007. En réponse à tous ces points cités, le Président de la République, a renvoyé la balle aux forces vives en leur demandant de faire des propositions de solution plus précise quant à la période de transition en tenant compte de tous les aspects liés aux maux dont souffre le pays depuis 50 ans. En outre, le président Dadis a indiqué que le CNDD ne donnerait le pouvoir qu'à un civil dont « les mains sont propres »

Première session du Groupe International de Contact pour la Guinée (GIC - G)

En visite à Conakry pour 2 jours, le Groupe de Contact a été invité à participer à une rencontre présidée par le Président du Conseil National pour la Démocratie et le Développement (CNDD) et qui a regroupé le Gouvernement, les diplomates et organisations internationales, les partis politiques, la société civile, les syndicats, des chefs religieux, ainsi que des associations de jeunes et de femmes.

Le GIC-G a pris acte de la déclaration faite par le Président, le Capitaine Moussa Dadis Camara relative à l'organisation de la période de transition basée sur un programme comprenant 4 étapes.

Etape 1 : Création d'un cadre et des organes de transition

- Reprise de l'enrôlement des électeurs ;
- Mise en place d'un Conseil national de transition (CNT) ;
- Lancement des Journées nationales de Concertation ;
- Levée de la suspension des activités des partis politiques et des syndicats ;
- Allègement du dispositif des barrages routiers ;
- Création d'une structure nationale pour la mise en œuvre de la feuille de route en coordination avec le GIC-G.

Etape 2 : Commission de Vérité, Justice et Réconciliation :

- Poursuite des enquêtes sur les événements de 2006 et de 2007.

Etape 3 : Réformes constitutionnelles:

- Adoption de la loi fondamentale et des lois organiques.

Etape 4 : Publication des lois relatives au processus électoral ;

- Publication de la liste électorale et organisation des élections.

Le Président du CNDD a réitéré son engagement que le Premier ministre, les membres du CNDD et du gouvernement ne participeront pas aux prochaines élections. Le Groupe de Contact souhaite que le dialogue entre le CNDD et les parties prenantes aboutisse rapidement à des résultats afin que les engagements du chef de l'Etat et Président du CNDD soient formalisés et qu'un chronogramme clair soit établi pour conduire à l'organisation d'élections d'ici à la fin 2009.

Le Groupe a engagé des consultations bilatérales avec les forces vives et pris acte de l'amélioration de la situation sécuritaire. Le Groupe a exprimé sa préoccupation concernant les arrestations arbitraires et les détentions extrajudiciaires, ainsi que la multiplication des barrages routiers qui empêchent la libre circulation des personnes et des biens.

Le Groupe a noté avec satisfaction le début d'un dialogue politique complet entre toutes les parties prenantes et le CNDD et a encouragé le CNDD et le Gouvernement à contribuer à l'instauration de l'Etat de droit, du respect des droits de l'homme, dans un esprit de neutralité. Le GIC a également lancé un appel à la communauté internationale en vue de fournir les ressources financières et matérielles nécessaires pour la conduite des élections législatives et présidentielles crédibles et transparentes. Les représentants de la communauté internationale ont insisté sur la nécessité pour le CNDD de se concentrer d'abord sur le processus de transition tout en maintenant le pays sur la voie de réformes économiques, financières et de gouvernance démocratique nécessaires pour sa stabilité. Le Groupe International de Contact sur la Guinée a décidé de se réunir de nouveau avant la fin du mois de mars 2009 à Conakry pour une évaluation de la situation et une coordination de leurs efforts.

Outre les Nations Unies représentées par le RSSG/ONU/AO, le GIC – G compte dans ses rangs l'Union africaine (UA), la Communauté Economique des Etats de L'Afrique de l'ouest (CEDEAO), l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), l'Union européenne (UE), l'Union des Etats du Fleuve Mano, l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI), la Communauté des Etats Sahélo Sahariens (CEN-SAD), la Banque Mondiale (BM), l'Angola qui assure la présidence du Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA, le Nigeria en sa qualité de pays assurant la présidence de la CEDEAO, ainsi que des membres africains (Burkina et Libye) et des membres permanents (Royaume Uni, la France, la Russie et les Etats-Unis D'Amérique) du Conseil de Sécurité de l'ONU, et l'Espagne.

OCHA-Guinee

Pour plus d'informations sur la situation humanitaire ou contribuer à nos prochains rapports prière de vous adresser à :

Philippe Verstraeten, Chef de Bureau OCHA Guinee – tel + 224 63 35 62 21, Email verstraeten@un.org

Madeleine Maka Kaba, Chargee de Communication, +224 63 35 62 25, E-mail : makam@un.org